

73.04.01 Document d'objectifs Natura 2000 (DOCOB)

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements non productifs
Base réglementaire : article du PSN	article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	DOCOB Natura 2000
Indicateurs de résultats associés	R27 : Performances liées à l'environnement ou au climat grâce à des investissements dans les zones rurales : Nombre d'opérations contribuant au développement durable, à l'atténuation du changement climatique et aux objectifs d'adaptation à celui-ci dans les zones rurales.
Indicateurs de réalisation associés	O23 : Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements non productifs en dehors des exploitations agricoles
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le réseau européen Natura 2000 permet de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles régionales.</p> <p>Natura 2000 contribue à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restaurer et maintenir la qualité des paysages et des milieux naturels, forestiers et agricoles ; - Favoriser les continuités écologiques (trame verte et bleue) ; - Restaurer et maintenir la qualité des milieux aquatiques et des cours d'eau ; - Encourager les pratiques agro écologiques ; - Encourager la prise en compte des risques de dégradation des sols dans la gestion forestière. <p>Pour chaque site Natura 2000, un document d'objectifs (DOCOB) est élaboré localement sous l'égide d'un comité de pilotage (COPIL).</p> <p>Conformément à l'article R414-11 du code de l'environnement, un DOCOB est constitué d'un rapport de présentation, des objectifs de développement durable du site, des propositions de mesures de toute nature permettant d'atteindre ces objectifs, de la description des contrats Natura 2000 prévus, de la liste des engagements faisant l'objet de la charte Natura 2000 du site, et des modalités de suivi des mesures projetées et des méthodes de surveillance des habitats et des espèces en vue de l'évaluation de leur état de conservation.</p> <p>Le DOCOB doit être mis à jour régulièrement. Deux types de mises à jour existent : actualisation et révision.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La révision d'un DOCOB s'effectue dans les mêmes conditions que celles prévues pour son

	<p>élaboration (article R.414-9-7 du code l'environnement) et implique un examen du DOCOB dans la perspective de modifications importantes, notamment quand les enjeux du site évoluent. Selon les cas, l'animation en place se poursuit, si l'autorité administrative estime que cela est possible.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'actualisation du DOCOB est une modification mineure qui rentre dans le programme d'animation annuel ou pluriannuel du site, et qui n'a pas d'impact financier significatif sur la dotation d'animation. Une actualisation peut être réalisée par exemple en fonction des évolutions techniques, juridiques et financières liées à Natura 2000, qui ne remettent pas en cause les objectifs et les mesures qui ont fait l'objet de concertation. <p>Les actions éligibles au titre du dispositif « DOCOB Natura 2000 » peuvent notamment être les suivantes :</p> <p>— Études préalables à la définition des périmètres des sites et à leur modification ;</p> <p>Rédaction, révision, évaluation et diffusion du document d'objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration d'un DOCOB, - la révision d'un DOCOB. <p>Le présent dispositif concerne les sites Natura 2000 terrestres ou mixtes de Nouvelle-Aquitaine. Les sites Natura 2000 marins sont exclus.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	202 5 ⁴
2. Éligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les structures porteuses désignées par le COPIL du site Natura 2000 ; - L'autorité administrative responsable de la politique Natura 2000 à défaut de structure-porteuse désignée, le cas échéant ; - Les établissements publics désignés d'office.
Conditions d'éligibilité	<p>Les opérations portent sur les sites Natura 2000 désignés ou proposés à la Commission européenne (sites d'importance communautaire, propositions de sites d'importance communautaire, zones de protection spéciales ou zones spéciales de conservation).</p> <p>Pour l'élaboration du DOCOB, le COPIL doit avoir désigné une structure porteuse conformément au code de l'environnement ou, à défaut, l'autorité administrative.</p> <p>Pour la révision <u>du DOCOB</u>, le COPIL doit avoir autorisé</p>

	la révision du DOCOB et désigné une structure porteuse conformément au code de l'environnement ou, à défaut, l'autorité administrative.
Coûts éligibles	Les actions sont menées en régie et/ou en prestations externes. Les coûts éligibles sont : <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses de personnel, - Les dépenses de déplacement et de mission, - Les coûts indirects, - Les prestations externes, - Les fournitures et équipements directement et intégralement liés à l'opération.
Inéligibilités	Sont inéligibles les actions qui ne sont pas directement liées à l'élaboration ou à la révision du DOCOB du site. Les actions d'actualisation du DOCOB sont à intégrer dans la demande « animation Natura 2000 ». D'autres inéligibilités en termes de dépenses et de bénéficiaires pourront être instaurées, celles-ci seront précisées dans les documents de mise en œuvre le cas échéant.
Eligibilité temporelle des dépenses	Ces éléments seront précisés dans les documents de mise en œuvre.
Eligibilité géographique	Le site concerné doit être localisé sur le territoire de l'autorité régionale, ou être placé sous son autorité administrative dans le cas de sites interrégionaux.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Aucune autre aide publique ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	Conformément au RUE 2021-2115 art 79, cette intervention peut ne pas faire l'objet d'une sélection.
Fonctionnement du dispositif	Au fil de l'eau Appel à projets
Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux maximum d'aide publique : 100%.
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	80 %
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Principal : Région Nouvelle-Aquitaine. Ponctuels : Collectivités territoriales, Agences de l'eau, Etat
5. Calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Pas de plancher
Plafonds (en dépenses éligibles)	Pas de plafond
Modalités de versement	Avance, acompte, solde. Modalités précisées dans les documents de mise en œuvre. — Pour les dossiers annuels —

	<ul style="list-style-type: none"> • Avance possible jusqu'à 50% — Pour les dossiers pluriannuels : <ul style="list-style-type: none"> • Avance possible jusqu'à 40% — Pour tous les dossiers : <ul style="list-style-type: none"> • Acompte jusqu'à 80% sur présentation des justificatifs • Solde sur présentation des justificatifs
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<ul style="list-style-type: none"> — Dépenses de personnel : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaire) distinguant deux catégories de postes « cadre » et « hors cadre » dont les montants sont actualisés en fonction de l'évolution de l'indice de coût du travail INSEE et inscrits dans les documents de mise en œuvre. - <u>Dépenses de personnel : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaires) distinguant trois catégories de postes : "cadres" ; "hors cadres" ; "stagiaires".</u> - Coûts indirects : taux forfaitaire de 15% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. - Frais de déplacement : taux forfaitaire de 5,5% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Sans objet
Réglementation aides d'Etat	Les actions entrant dans le champ concurrentiel (analyse au projet) s'appuieront sur un des deux régimes suivants : {Régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 ou SA.108225 - Aides en faveur des zones rurales cofinancées par le FEADER ou octroyées en tant que financement national complémentaire} .
Maintien des dépenses :	Non concerné